Éditorial

2025 : récoltes en hausse, balance commerciale en berne

En 2025, des conditions climatiques globalement proches des normales, malgré un printemps sec et un été très chaud, ont permis un net rebond des productions végétales. Les rendements céréaliers se redressent fortement, tirant l'ensemble de la récolte à la hausse après un point bas en 2024, tandis que les récoltes d'oléagineux progressent, notamment grâce au colza. Une hausse des surfaces ainsi que des rendements ont dynamisé les récoltes de protéagineux. Les productions de fruits et légumes frais présentent un bilan contrasté, avec un redressement marqué pour certaines variétés de fruits, un recul pour d'autres et une baisse des prix à la production pour la majorité des légumes. La récolte viticole demeure en net retrait par rapport à sa moyenne quinquennale, malgré une hausse de la production dans certaines régions. La production animale reste sous tension, avec la poursuite de la décapitalisation bovine et ovine, la situation étant plus favorable pour les porcins et les volailles. Les cours des viandes ovines et bovines atteignent des niveaux élevés. Les prix des intrants agricoles se replient légèrement, en particulier ceux de l'énergie et de l'alimentation animale, tandis que les prix des engrais repartent à la hausse en 2025. Le commerce extérieur agroalimentaire se dégrade nettement : les importations de produits transformés accélèrent, les exportations de vins et spiritueux reculent, et le solde agroalimentaire, tout juste excédentaire, atteint son plus bas niveau depuis trois décennies. Globalement, les prix des produits agricoles sont en augmentation de 2 %.

Sur l'année 2025, la pluviométrie a été globalement proche des normales de saison (1991-2020). À l'exception d'un mois de janvier relativement arrosé, et d'un printemps particulièrement sec, ces pluies se sont bien réparties tout au long de l'année. Du fait d'épisodes caniculaires durant l'été, les températures ont été légèrement plus élevées que la normale (+ 1,1 %). La sécheresse printanière et les canicules estivales ont entraîné un déficit global de la pousse de l'herbe de l'ordre de 9 % par rapport à la normale. Le déficit est davantage marqué dans le quart Nord-Ouest tandis que les régions du Sud et de l'Est se rapprochent davantage des niveaux habituels.

En 2025, la production céréalière française rebondirait fortement pour atteindre 63,3 millions de tonnes (Mt), soit une hausse de 16,9 % par rapport à 2024 et de 3,8 % par rapport à la moyenne 2020-2024. Cette hausse s'explique principalement par de meilleurs rendements et par une légère augmentation des surfaces cultivées. La récolte de blé tendre progresserait nettement, atteignant 33,3 Mt grâce à un rendement supérieur à sa moyenne quinquennale et à une surface ensemencée en hausse. La production de blé dur augmenterait également malgré une réduction des surfaces, grâce à un rendement bien meilleur qu'en 2024. La récolte d'orge connaîtrait un fort rebond à 11,8 Mt, tirée elle aussi par des rendements supérieurs à ceux de l'année précédente, tandis que le maïs grain reculerait de 7 % en raison des fortes chaleurs estivales qui ont pénalisé les rendements. Avec cette hausse globale de la production, la France disposerait d'un surplus exportable bien plus important qu'en 2024 : les ventes de blé à l'international, notamment hors de l'Union Européenne, augmenteraient en 2025 de 45,2 %, celles d'orge de 21,6 %, en particulier vers les pays tiers. Dans un contexte de récoltes mondiales abondantes, les prix des céréales sont orientés à la baisse. Entre juillet 2025 et janvier 2026, le blé tendre rendu Rouen baisse de 13,3 % sur un an. Sur la même période, le prix de l'orge recule de 2,8 % autour de 188 €/t, et celui du maïs rendu Bordeaux de 8,8 %, à un peu moins de 184 €/t.

En 2025, la production d'oléagineux atteindrait 6,5 Mt, en hausse de 10,7 % par rapport à 2024, et de 6,5 % par rapport à la moyenne 2020-2024. La production de colza augmenterait de 18,1 % sur un an à 4,7 Mt, tirée par des rendements en hausse malgré une réduction des surfaces ensemencées. En revanche, les récoltes de tournesol reculeraient de 4,8 %, celles de soja de 1,8 %. Les récoltes de protéagineux progresseraient de 23,2 %, portées par une hausse des surfaces cultivées et des rendements élevés. Entre juillet 2025 et janvier 2026, les cours des oléagineux sont orientés à la baisse par rapport aux même mois l'année précédente : – 6,4 % pour le colza et – 0,2 % pour le tournesol. En 2025, la récolte de betteraves industrielles serait supérieure à celle de 2024, grâce à de meilleurs rendements. Du fait d'une récolte record

et d'un déséquilibre entre offre et demande, les prix des pommes de terre sont en forte baisse.

La campagne fruitière 2025 affiche un bilan en demi-teinte. La production d'abricot augmente fortement (+ 24 %) après la faible récolte de 2024 tandis qu'elle reste stable pour la cerise, la poire et la fraise. À l'inverse, la production recule pour la pêche et la pomme. Les différents épisodes de canicule n'ont eu qu'un impact limité sur les volumes. Le solde commercial en volume s'améliore : il est de nouveau excédentaire pour l'abricot et la pomme tandis que le déficit se réduit pour la cerise, la pêche et la poire en lien avec la baisse des importations. Seule la fraise voit son déficit se creuser. Les prix à la production demeurent globalement supérieurs à la moyenne quinquennale, sauf pour l'abricot dont les prix ont baissé sur un an en raison de meilleures disponibilités qu'en 2024.

S'agissant des légumes frais, la récolte 2025 est particulièrement dynamique pour le concombre (+ 10 %), portée par des rendements stimulés par un bon ensoleillement. Les productions de melon, endive, carotte, tomates et laitue progressent également tandis que celles de courgettes, choux-fleurs et poireaux sont en diminution sur un an. Les prix à la production des légumes sont à la baisse sur un an, sauf pour la tomate. En particulier, les prix de l'endive chutent fortement de septembre 2025 à février 2026 après le pic de l'an dernier (– 29 % par rapport aux mêmes mois en 2024), et, sur la période de mai 2025 à février 2026, les prix de la carotte et du poireau reculent aussi par rapport à l'année précédente (respectivement – 17 % et – 14 %). Les prix mensuels moyens de l'ensemble des légumes restent supérieurs aux moyennes 2020-2024 jusqu'en septembre, avant de basculer en dessous au mois d'octobre. Sur les douze mois de l'année, le déficit commercial augmente de près de 8 % pour l'ensemble des principaux légumes.

En 2025, la récolte viticole française serait de 36,2 millions d'hectolitres, un niveau stable par rapport à celui de 2024, mais en net recul par rapport à la moyenne 2020-2024 (– 16 %). La production évolue de façon contrastée selon les types de vins : elle progresserait de 9 % pour les vins AOP tandis qu'elle reculerait pour toutes les autres catégories. Au niveau régional, les volumes augmentent en Champagne, en Bourgogne et dans le Val de Loire, mais ils diminuent en Languedoc-Roussillon, en Alsace, dans le Bordelais et le Beaujolais. Sur la campagne 2024-2025, les exportations sont en légère hausse en valeur comme en volume, grâce au 2nd semestre 2024. La reprise est toutefois contrastée selon les types de vins. Les ventes vers l'Union Européenne sont stables, celles vers les pays tiers progressent (+ 1,7 %), en particulier vers le Royaume-Uni, le Canada, le Japon et les États-Unis. Par ailleurs, les prix à la production sont en baisse modérée (– 0,4 %) après un fort recul lors de la campagne précédente.

En 2025, la production française de bovins et d'ovins continue de diminuer, sous l'effet de la décapitalisation du cheptel et de maladies comme la fièvre catarrhale ovine, tandis qu'elle progresse de façon modérée pour les porcins et les volailles de chair après le rebond de 2024 lié à la fin des épisodes d'épizooties. La collecte de lait progresse légèrement, soutenue par des conditions de production favorables, malgré la baisse du cheptel laitier et la présence de maladies virales dans certains troupeaux. Les cours des viandes bovine et ovine atteignent des niveaux records, tirés par une offre nationale et européenne limitée, tandis que ceux des porcins continuent à reculer par rapport à 2024 et que ceux des volailles sont stables. Le prix des œufs augmente fortement. La baisse de la consommation de viandes bovine et ovine se poursuit. Celle de viande porcine repart à la hausse et celle de volailles continue à progresser, portée par le poulet de chair. Les achats de produits laitiers sont en légère baisse, avec un recul plus marqué pour le bio. Le déficit des échanges extérieurs de viande bovine se réduit en volume mais s'accentue en valeur sous l'effet de la hausse des prix. Le déficit se creuse également pour les viandes de volailles en valeur comme en volume. Le déficit global en volume des viandes est accentué par la hausse des importations et la baisse des exportations de viande porcine. En 2025, l'excédent commercial des produits laitiers se réduit nettement, pénalisé par la hausse des importations sur l'ensemble des produits.

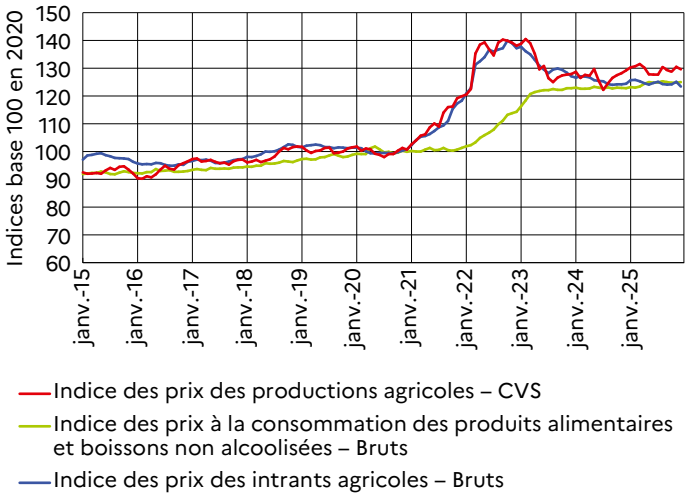
Sur les douze mois de 2025, le prix des intrants agricoles baisse légèrement (– 1,1 %), porté par la diminution des prix de l'énergie, en particulier de l'électricité et des carburants, des produits de protection des cultures et des aliments pour animaux. Les prix des aliments pour animaux reculent surtout pour les gros bovins, moins pour les porcins et les volailles, tandis que leur production en volume progresse pour les bovins et les volailles mais diminue pour les porcins. Ces baisses font plus que compenser le rebond marqué des prix des engrais et amendements, alors que les livraisons d'engrais pour la campagne 2024-2025 connaissent une hausse modérée.

Parallèlement, sur l'ensemble de l'année 2025, les prix de l'ensemble des produits agricoles, mesurés par l'indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap), se redressent (+ 2 % après – 3,3 % en 2024).

En 2025, le solde commercial des produits agroalimentaires reste excédentaire (181 millions d'euros), mais atteint son plus bas niveau depuis plusieurs décennies. Il chute ainsi de 4,8 milliards par rapport à 2024. Cette dégradation résulte principalement de l'augmentation des importations de produits transformés, tirées par le cacao, le café, les produits laitiers et la viande bovine, tandis que les exportations progressent plus modérément, pénalisées par la baisse des ventes de vins et

spiritueux. Le solde des produits bruts se replie également et devient déficitaire pour la première fois depuis 2017, sous l'effet de la hausse des prix du café et du cacao et de la baisse des exportations de céréales. Sur le plan géographique, la détérioration du solde s'explique par la forte érosion de l'excédent avec les pays tiers et l'accentuation du déficit avec l'Union européenne.

Graphique 1
Indices de prix et de coûts de production agricoles et des produits alimentaires à la consommation



— Indice des prix des productions agricoles – CVS
— Indice des prix à la consommation des produits alimentaires et boissons non alcoolisées – Bruts
— Indice des prix des intrants agricoles – Bruts

Sources : Insee, Agreste